



18 OCTOBRE

POUR NOS SALAIRES, EN GRÈVE PARTOUT ET EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE RECONDUCTION !

Les prix explosent et les salaires ne suivent pas.

Les maigres augmentations de salaire acquises ces derniers temps, comme l'augmentation de 3,5% du point d'indice des agents de la fonction publique, ne compensent même pas l'inflation. Les profits des plus riches, accrus par les politiques de non redistribution du gouvernement et l'évasion fiscale, s'envolent alors que nos salaires sont gelés depuis de trop nombreuses années !

C'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble et d'imposer des augmentations généralisées !

Les grèves pour les salaires sont nombreuses. Dans les raffineries, la lutte dure depuis plusieurs semaines, elle est pleinement légitime.

A Feyzin le mouvement a été reconduit et les expéditions tariées, prouvant bien la force de la grève. Le patronat, par son intransigeance, en porte l'entière responsabilité. Face aux conséquences de la grève, et parce qu'il a peur de l'extension des mobilisations, le gouvernement a commencé à réquisitionner les grévistes. **C'est une atteinte intolérable au droit constitutionnel de grève.**

Au-delà de la pétrochimie, depuis le 12 octobre, ce sont des secteurs entiers qui sont entrés dans la lutte. **La situation sociale exige une riposte déterminée, chacun-e de nous est concerné-e.**

Beaucoup d'entre nous ne trouve plus de sens à leur travail, car les conditions se sont dégradées autant que nos salaires, dans la période il manque des postes et du personnel de partout. Mais Macron veut nous obliger à accepter les conditions des patrons : avec la réforme de l'assurance chômage qui va détruire les droits des travailleurs précaires

et en cassant nos retraites ce qui va renvoyer des seniors dans le chômage et la pauvreté. Un report de l'âge de départ est inenvisageable et inacceptable ! D'autant plus que Macron s'entête à vouloir encore casser nos retraites. **Un report de l'âge de départ serait inenvisageable et inacceptable !**

Les augmentations de salaires c'est nécessaire pour vivre mieux. C'est aussi plus de cotisations sociales pour financer la sécurité sociale : la santé, et nos retraites.

La taxation des profits est indispensable pour financer d'urgence les économies d'énergie et la transition écologique. Les entreprises du CAC40 ont une responsabilité majeure dans l'aggravation du réchauffement climatique. A elles seules, 4 entreprises – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Total – ont, chacune prise isolément, une empreinte carbone supérieure à celle de la France.

L'Union syndicale Solidaires a pris ses responsabilités en appelant à la grève à partir du 18 octobre et en signant l'appel intersyndical que nous avons décliné, dans l'unité, dans le Rhône.

Solidaires appelle à construire, dans chaque entreprise, dans chaque administration, en Assemblée Générale, la suite de la mobilisation et à imposer de réelles augmentations de salaires. Les délais sont courts, mais notre détermination est forte.

**POUR LA DEFENSE
DU DROIT DE GREVE
POUR NOS SALAIRES**



**18
OCTOBRE**

EN GREVE TOTAL !

NOUS VOULONS VIVRE, PAS SURVIVRE !

- Dans nos boîtes, réunissons nous pour imposer des négociations sur les salaires, multiplions les piquets de grève.
- Rejoignons les piquets de celles et ceux qui sont déjà en lutte à commencer par les grévistes de Feyzin.
- Rejoignons les mobilisations sectorielles du 18 et des jours suivants, comme celle des personnels de l'éducation **contre la casse de la voie professionnelle qui manifesteront le 18 à partir de 11h depuis la place Guichard.**
- **Rassemblons-nous dès 13h30 devant la préfecture à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle.**

- Pour obtenir des augmentations de salaires, de pensions et de minimas sociaux dignes de ce nom dans les entreprises et les administrations, et pas un simple rattrapage qui plus est inférieur à l'inflation
 - Pour le SMIC à 1700 Euros NET
 - Pour des de pensions, allocation chômage ou minima sociaux à hauteur du SMIC
 - Pour pouvoir exercer le droit de grève sans représailles gouvernementales.
 - Pour une retraite à 60 ans max avec 37,5 annuités
- Il faut taxer les profits et les super profits des profiteurs de crise**